

Délégation à la mer et au littoral  
Service gestion durable de la mer et du littoral  
Unité gestion patrimoniale du domaine public  
maritime

**Arrêté n° 2020/564- DDTM/DML/SGDML/UGPDPM**

**portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de l'État pour des  
aménagements de pompage et rejet d'eau de mer destinés à l'alimentation des bassins  
de l'aquarium de Talmont-Saint-Hilaire**

**LIEU DE L'OCCUPATION**

Villeneuve, les viviers de la Mine  
Commune de Talmont Saint Hilaire

**OCCUPANT du DPM**

SAS « Le 7<sup>e</sup> Continent »  
M. Dominique RICHARD  
Avenue de la Mine « Villeneuve »  
85 440 TALMONT SAINT HILAIRE

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2122-1 et suivants,  
R. 2122-1 à R. 2122-8,

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles L.112-3 à 112-6, L.114-5,  
L.212-1, L.221-8 et L.411-2,

**VU** le Code de l'environnement, notamment l'article L. 321-9,

**VU** le code de la justice administrative et notamment l'article R. 311-4,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action  
des services de l'État dans les régions et départements,

**VU** l'arrêté préfectoral n°17-DRCTAJ/2-636 du 20 septembre 2017 portant délégation générale de signature au  
directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée,

**VU** l'arrêté n°2020/076 du 9 septembre 2020 du préfet maritime de l'Atlantique portant délégation de signature au  
directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral de Vendée,

**VU** la décision n°19-DDTM-516 du 2 septembre 2019 du directeur départemental des territoires et de la mer donnant subdélégation générale de signature aux agents de la direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée,

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 mai 2004 n°04-DRCLE/1-262 autorisant Monsieur le gérant de la SAS le 7e Continent à exploiter un aquarium marin ouvert au public à « Villeneuve », commune de Talmont-Saint-Hilaire,

**VU** le dossier de demande du 23 mars 2020 par lequel la SAS « Le 7<sup>e</sup> Continent », représentée par le président Monsieur Dominique RICHARD, sollicite une autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Maritime pour des aménagements de pompage et rejet d'eau de mer destinés à l'alimentation des bassins de l'aquarium de Talmont-Saint-Hilaire,

**VU** l'avis conforme favorable du 20 août 2020 du Préfet maritime de l'Atlantique au titre de l'action en mer,

**VU** l'avis conforme favorable du 16 septembre 2020 du Commandant de la zone maritime Atlantique,

**VU** la décision de la Direction Départementale des Finances Publiques de la Vendée du 7 septembre 2020 fixant les conditions financières,

**VU** l'avis du 21 août 2020 de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire,

**VU** l'avis favorable du 26 août 2020 de la commune de Talmont-Saint-Hilaire,

**VU** l'avis favorable du 14 septembre 2020 de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP),

## **AR R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> - OBJET DE L'AUTORISATION**

La SAS « Le 7<sup>ème</sup> Continent », représentée par le président Monsieur Dominique RICHARD ci-après dénommée « le bénéficiaire » est autorisée :

à occuper le domaine public maritime naturel de l'État au lieu-dit « Villeneuve, les viviers de la Mine » sur la commune de Talmont-Saint-Hilaire, pour des aménagements de pompage et rejet d'eau de mer destinés à l'alimentation des bassins de l'aquarium de Talmont-Saint-Hilaire.

Les aménagements représentent une emprise de 77 m<sup>2</sup> environ sur le DPMn (350 ml x 0,22 m de diamètre en moyenne) et comprennent :

- deux conduites ou tuyau PHED (de diamètre 90 mm environ) et fourreau électrique en appui aérien sur une canalisation de pompage servant pour les viviers de la Mine
- une pompe à l'extrémité en mer

Les coordonnées des installations sont géo-référencées en WGS 84 sur le plan annexé.

### **Article 2 - DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation d'occuper le domaine public maritime est accordée à titre précaire et révocable **pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020.**

La durée d'occupation autorisée sur le DPM inclut l'aménagement des installations, l'exploitation de l'espace mis à disposition et le démontage des installations.

Elle cesse de plein droit à l'échéance fixée au 31 août 2025 sauf si une nouvelle autorisation a été délivrée avant cette date, et uniquement par un titre domanial de concession d'utilisation du domaine public maritime naturel.

La tacite reconduction est interdite.

### **Article 3 - CARACTÈRE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée à titre personnel. En aucun cas, le bénéficiaire ne pourra céder, transmettre ou sous-louer ses installations pendant la durée de validité du titre d'occupation.

La présente autorisation n'emporte octroi d'aucun droit réel au sens des articles L. 2122.6 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

L'obtention de l'autorisation ne dispense pas le bénéficiaire du respect des autres dispositions législatives et réglementaires, notamment celles relatives à la sécurité, l'environnement, l'hygiène, etc.

### **Article 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A L'AUTORISATION**

Le bénéficiaire prend toutes les mesures appropriées pour éviter de porter atteinte aux habitats et aux espèces répertoriés sur le site Natura 2000 des « marais de Talmont et zones littorales entre les Sables et Jard » (SIC FR 5200657).

Il prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement et éviter les nuisances de toute sorte.

Le bénéficiaire prend en compte toutes les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2004 autorisant l'aquarium du 7e Continent au titre des installations classées.

Le rejet est réalisé en pleine eau à marée haute.

Sauf pour les travaux de gestion et d'entretien courant, le titulaire informe le service gestionnaire du domaine public maritime avec un préavis de 15 jours minimum avant travaux et opérations techniques de visite et d'entretien exécutés dans le cadre de la présente autorisation, notamment afin de pouvoir effectuer des contrôles et afin qu'il puisse s'assurer de la remise en état du site.

La circulation de véhicules à moteurs est interdite sur le domaine public maritime naturel conformément à l'article L.321-9 du code de l'environnement. Exceptionnellement, le titulaire est autorisé à faire circuler les véhicules terrestres à moteur pour procéder à l'entretien et au démontage de ses installations. Le cas échéant, la circulation est autorisée sur une surface réduite au strict nécessaire, en prenant toutes les dispositions par rapport à la protection de l'environnement et à la lutte contre les pollutions. Le titulaire informe le service gestionnaire du DPM et la mairie au préalable, si possible au moins 15 jours avant les travaux.

### **Article 5 - MODIFICATION DE LA DESTINATION, DE LA CONSISTANCE DE L'OCCUPATION ET CONSTRUCTION NOUVELLE**

Sous peine de révocation, toute extension de surface occupée, toute modification de l'état des lieux, toute installation nouvelle, devra faire l'objet d'une autorisation expresse préalable laissée à l'appréciation du service chargé de la gestion du domaine public maritime.

Sous peine de révocation, l'occupation ne pourra être utilisée pour une destination autre que celle spécifiée à l'article 1.

#### **Article 6 - ENTRETIEN ET BON ÉTAT DES OUVRAGES**

Le bénéficiaire prend le domaine public concerné dans la configuration où il se trouve le jour de la signature de la présente autorisation.

Les travaux d'entretien sont réalisés conformément aux prescriptions émises à l'article 4 du présent arrêté.

Il est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement et pour la prévention de toute pollution des eaux marines.

Le bénéficiaire est considéré être responsable vis-à-vis du public et devant l'État.

L'État se réserve le droit de prendre toutes mesures indispensables à la conservation du Domaine Public Maritime naturel.

#### **Article 7 - RESPONSABILITÉ ET RÉPARATION DES DOMMAGES**

Le bénéficiaire adopte toutes les mesures nécessaires pour la protection de l'ouvrage et la sécurité du public.

Les ouvrages établis par le titulaire sont entretenus en bon état et maintenus conformes aux conditions de l'autorisation par ses soins et à ses frais.

Le titulaire doit contracter une assurance pour le garantir des risques d'utilisation du matériel et de tout risque d'accident du fait de son exploitation.

En cas d'exécution de travaux, le bénéficiaire est tenu d'enlever tous les décombres et de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés au domaine public.

En cas de cession non autorisée des installations, le bénéficiaire de l'autorisation restera responsable des conséquences de l'occupation.

#### **Article 8 - PRÉCARITÉ DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité à la première réquisition de l'autorité administrative.

Compte tenu du caractère précaire et révocable de la présente autorisation, le bénéficiaire ne pourra invoquer à son profit les dispositions législatives applicables aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage industriel ou commercial.

L'autorisation pourra notamment être révoquée, soit à la demande du directeur départemental des finances publiques de la Vendée en cas d'inexécution des conditions financières, soit sur décision du directeur départemental des territoires et de la mer en cas d'inexécution des autres conditions, sans préjudice s'il y a lieu, des poursuites pour délit de grande voirie.

Elle sera révoquée de plein droit en cas de faillite du bénéficiaire et en outre, lorsqu'il s'agira d'une société, quelle qu'en soit la forme juridique en cas de cession de ladite société.

Elle pourra plus généralement être révoquée dans tous les cas où le service chargé de la gestion du domaine public maritime le jugera utile à l'intérêt général dont il a la charge.

La présente autorisation pourra être résiliée à la demande du bénéficiaire à tout moment avant la date d'échéance fixée, en adressant au Préfet une demande motivée par un courrier avec accusé de réception. La résiliation ne donne droit à aucune indemnité.

À partir du jour fixé pour la cessation de l'occupation, la redevance cessera de courir, mais les versements effectués seront acquis à la direction départementale des finances publiques de la Vendée.

#### **Article 9 - REMISE EN ÉTAT DES LIEUX**

À la fin de l'activité, en cas d'expiration, de cessation, de retrait ou de révocation de l'autorisation, le bénéficiaire devra remettre les lieux **en leur état naturel primitif**. Toutes traces d'occupation et installations diverses devront être enlevées, qu'elles soient du fait ou non du bénéficiaire. Faute pour le bénéficiaire d'y pourvoir, il y sera procédé d'office et à ses frais par l'administration.

#### **Article 10 - RENOUELEMENT ÉVENTUEL DE L'AUTORISATION**

**Au cas où le bénéficiaire désirerait voir renouveler son autorisation, il devra en faire la demande 1 an au plus tard avant la date d'échéance de la présente autorisation (31 août 2025) et elle pourra être autorisée uniquement par un titre domanial de concession d'utilisation du domaine public maritime naturel.**

Le bénéficiaire devra impérativement informer par écrit le Service gestionnaire du domaine public maritime de toute modification d'adresse, raison ou siège social.

#### **Article 11 - ACCÈS AUX AGENTS DE L'ADMINISTRATION**

Les agents de l'administration, notamment ceux du Ministère chargé de la gestion du domaine public maritime et ceux du Ministère chargé des Douanes et des Finances, auront constamment libre accès aux sites occupés par le bénéficiaire.

#### **Article 12 - REDEVANCE**

En contrepartie de l'occupation privative du domaine public ainsi que des avantages de toute nature procurés par l'utilisation du bien, l'occupant s'acquittera d'une redevance d'occupation du domaine public dont le montant a été déterminé conformément aux principes énoncés aux articles L 2125-1 et L 2125-3 du CG3P.

La présente autorisation d'occuper le domaine public est conclue moyennant le paiement d'une redevance calculée selon le barème en vigueur relatif aux prises ou rejets d'eau. La redevance est composée d'une part fixe de mille vingt-cinq euros (1 025 €) et d'une part variable de 0,3 % du chiffre d'affaires.

La part fixe de la redevance est annuellement et automatiquement indexée sur la base de l'indice TP02. L'indice TP02 initial est celui de juin 2019 publié en septembre 2019 (114,3).

Il est précisé que l'occupant devra communiquer annuellement et à la fin de chaque exercice, une attestation de chiffre d'affaires comprenant obligatoirement le montant du chiffre d'affaires global réalisé au titre des activités exercées sur le site, objet de la présente autorisation.

La redevance est payable annuellement à la caisse de la Direction Départementale des Finances Publiques 26 rue Jean Jaurès 85 024 La Roche sur Yon Cedex.

La redevance peut également faire l'objet d'un paiement par virement à la caisse du comptable dont les références bancaires figurent ci-après :

DDFIP VENDEE  
26 rue Jean Jaurès  
85 024 La Roche sur Yon Cedex  
IBAN FR283000100697A850000000007  
BIC BDFEFRPPCCT

Le virement devra impérativement faire apparaître le nom de l'occupant « SAS 7ème Continent » précédé de la mention « REDOM ».

En cas de retard dans le paiement, la redevance échue porte intérêt de plein droit au taux annuel applicable en matière domaniale conformément à l'article L 2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

### **Article 13 - IMPÔTS**

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra supporter seul la charge de tous les impôts et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient être éventuellement assujettis les terrains, aménagements et installations.

### **Article 14 - RÉSERVE DES DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés et l'État ne garantit aucunement le bénéficiaire contre l'éviction et tous autres dégâts qu'il pourrait avoir à subir.

### **Article 15 - VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Vendée ou d'un recours hiérarchique devant le ministre en charge du domaine public maritime dans les deux mois suivant la date de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception par l'autorité administrative vaut décision implicite de rejet : la décision rejetant ce recours peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de la réception d'une décision expresse ou de la date à laquelle naît une décision implicite.

Au vu des dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou dans les deux mois suivant la publicité par parution au recueil des actes administratifs de la préfecture ou par affichage en mairie.

#### **Article 16 - NOTIFICATION ET PUBLICATION DU PRÉSENT ARRÊTE**

Le présent arrêté sera notifié par les services de la direction départementale des finances publiques de la Vendée à la **SAS « Le 7ème Continent »**, représentée par le président Monsieur Dominique RICHARD. Il sera publié au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture de la Vendée et affiché en mairie.

Cet acte et le plan annexé peuvent être consultés auprès du service compétent de la délégation à la mer et au littoral de la direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée.

#### **Article 17 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le directeur départemental des finances publiques de la Vendée, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée, le maire de Talmont-Saint-Hilaire, sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait aux Sables d'Olonne, le **07 OCT. 2020**

Pour le Préfet, par délégation  
Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer, par subdélégation  
Le chef de l'unité gestion patrimoniale du domaine public maritime

  
Mamadou SOW





Autorisation d'occupation du Domaine Public Maritime Naturel de l'Etat  
au lieu-dit 'Villeneuve, les viviers de la Mine' à Talmont Saint Hilaire,  
au bénéfice de la SAS le 7eme Continent pour des aménagements  
de pompage et rejet d'eau de mer des bassins de l'aquarium



Vu pour être annexé  
à l'arrêté du **07 OCT. 2020**

Le chef de l'Unité Gestion Patrimoniale  
Domaine Public Maritime  
Mamadou Sow

